

Quelques réactions à cette proposition de règlement
:

Je trouve très bien l'idée que des promoteurs doivent contribuer à la création de logements sociaux. Toutefois, j'ai peur que cette nouvelle règle ne soit contournée, tout comme la Stratégie d'inclusion qui la précède, par des promoteurs qui font une simple contribution à un fonds municipal au lieu d'inclure des logements sociaux à même leur projets. Je donnerais comme triste exemple celui du 7400 rue Saint-Laurent (l'ancien Institut des sourds et muets), où un immeuble avec une longue histoire communautaire a été transformée en condos haut de gamme, et tout ce que la Ville et l'OCPM ont pu faire c'est de recommander que la contribution du promoteur passe de \$300,000 à \$600,000, ce qui était quand même moins que la valeur d'un seul des ses unités ! La Stratégie d'inclusion à été carrément contournée en 2011, et j'ai peur que le nouveau Règlement ne le sera aussi.

J'ai aussi peur de cette expression « logement abordable » car elle est extrêmement subjective. Sa définition peut être si élastique que dans certains secteurs de New York les « logements abordables » coûtent plus de \$5,000 par mois ! Car si on inclus seulement les loyers moyens, souvent dans un secteur minutieusement découpé, et on applique un pourcentage on se retrouve avec une définition basée sur le marché spéculatif, et non la réelle capacité de payer des familles modestes comme la mienne. Je propose qu'un plafond soit mis sur les coûts des logements dites « abordables », indexé à l'inflation bien sûr.

J'habite le quartier Parc-Extension, où les besoins de logements salubres et abordables sont grand. Toutefois, il n'y a presque plus de terrains pour

construire des nouveaux logements. Ce qu'il nous faut surtout à Parc-Ex c'est des acquisitions agressives de blocs d'immeubles en mauvais état par la Ville, financé avec l'aide du provincial et fédéral, pour les rénover et en faire du logement social. L'achat des immeubles de la rue Duff Court, à Lachine, est un excellent exemple de ce qu'il nous faut à Parc-Ex. Surtout avec la pression spéculative dans le sud du quartier, aux abords du nouveau campus de l'Université de Montréal, où les loyers ont doublé ou triplé dans les 5 dernières années. Les locataires de longue date se font évincés par leur propriétaires qui préfèrent louer à des étudiant-e-s. Ma famille a été mis à la porte en février dernier, par un nouveau propriétaire qui dit vouloir y installer son père... On a eu la chance de trouver un appartement dans le quartier, mais il nous coûte 25% plus cher que l'ancien. Plusieurs de mes voisin-e-s ont été chassé-e-s le 1er juillet dernier, soit avec une reprise douteuse de logement, soit par de l'intimidation, ou soit par un changement de volume (« rénoviction »). Les familles de classe ouvrière de mon quartier ne peuvent plus y rester, et ils perdent leurs précieux liens communautaires et sociaux.

Finalement, je trouve ça drôle quand les élu-e-s se targuent de promouvoir la « mixité sociale » de la Ville, cette belle utopie où les classes sociales se côtoient en harmonie. En réalité, c'est toujours des riches qui s'installent dans des quartiers pauvres (où les terrains coûtent moins chers) et qui finissent par les chasser. Personne propose des OSBM d'habitation à Ville Mont-Royal ou à Westmount. La seule coopérative d'Outremont a pris des années à surmonter l'opposition politique des conseillers locaux, et n'est toujours pas en construction. La ville de Hampstead a pris la décision unilatérale de détruire ses seules logements sociaux pour les « revitaliser » avec des

tours de condos. Donc c'est toujours une mixité à sens unique. Pourtant, y a t'il des quartiers plus homogène, économiquement, que Westmount ? Arrêtons de parler de la mixité utopiste, et soyons réaliste : c'est une colonisation, par ceux qui ont plus d'argent et de pouvoir, des quartiers de ceux qui en ont moins.

Sasha Dyck